

## Les principaux résultats de l'enquête

**Pendant deux mois, le Cercle des économistes a mené une conversation ouverte avec 15 695 jeunes âgés de 18 à 28 ans par l'intermédiaire du média conversationnel JAM. Les résultats de cette enquête inédite, tant dans sa forme que par son ampleur, dressent le portrait d'une jeunesse partagée entre inquiétude, espoir et désirs d'engagement, et casse au passage quelques idées reçues sur la « génération Z ».**

Le moral de la jeunesse française est en berne : **52% des 18-28 ans confient qu'ils se sentent mal** (« pas super » pour 41%, et « ça ne va pas du tout » pour 11%), et **40% ne se sentent pas ou pas assez entourés**. Des chiffres élevés, qui ont en partie à voir avec la crise sanitaire qui a renforcé le sentiment d'isolement et fortement perturbé les projets des jeunes : Erasmus, stages, alternances, entrée dans la vie professionnelle, etc.

*« Malheureusement le Covid a un peu tout chamboulé pour nous donc j'ai été privé de deux stages durant mon cycle ingénieur... Donc deux expériences en moins à mettre en avant sur mon CV. Heureusement cette année je suis en alternance pour rattraper tout ça. »*

Homme, 23 ans, Albert

Mais la conjoncture sanitaire n'explique pas entièrement le mal-être de la jeunesse : des causes plus structurelles et plus profondes apparaissent clairement dans les résultats de l'enquête. À commencer par les conditions de vie matérielles. Indicateur alarmant : **52% des jeunes ont déjà dû renoncer à des soins médicaux pour des raisons financières**. Par ailleurs, **17% des 18-28 ans confessent que l'alimentation constitue un problème pour eux**, et 7% vont même jusqu'à régulièrement sauter des repas par manque de moyens.

**Ils sont 44% à dépendre d'une aide financière** extérieure – familiale ou publique – pour boucler leurs fins de mois.

Surtout, des moments de rupture dans le parcours font peser de réels risques de décrochage pour une proportion importante de jeunes. Les aides destinées aux étudiants ne permettent pas à tous de vivre décemment, ce qui pousse certains à abandonner leurs études. Le statut d'alternant s'avère problématique pour beaucoup, dans la mesure où il fait perdre un certain nombre d'avantages liés au statut étudiant (bourses, aides de la CAF, etc.).

*« Un alternant perd ses droits d'étudiant. Mais n'a pas accès aux droits des salariés non plus car il reste étudiant. Personnellement avec tous ces problèmes je ne sais même pas si je pourrai payer mon loyer ce mois-ci. »*

Homme, 22 ans, Montpellier

Plus surprenant : **l'entrée dans la vie active se solde paradoxalement par une baisse de niveau de vie**, le premier salaire ne suffisant pas à compenser la perte des avantages sociaux et économiques liés au statut d'étudiant.

## **Le travail, entre attentes d'intégration économique et d'épanouissement**

Dans ce contexte, une question s'impose : le monde du travail joue-t-il encore pleinement son rôle d'intégration au sein de la sphère sociale, quand on sait qu'**1 jeune sur 2 ne se sent pas pleinement intégré dans la société** (37% « pas vraiment », et 13% « pas du tout »).

Loin des clichés sur une génération avide d'expériences entrepreneuriales (11% envisagent de créer leur propre entreprise), en quête de sens et inconstante, l'enquête révèle des attentes finalement plutôt terre à terre vis-à-vis du monde du travail : **47% y voient avant tout une manière de gagner leur vie**, bien avant d'y rechercher une source d'épanouissement personnel (31%). Ils plébiscitent largement la stabilité qu'offre le CDI (**13% le voit comme « indispensable », et 69% comme « une sécurité »**) et se verraient bien rester fidèles à leur futur employeur : « toute la vie » pour 12% d'entre eux, 23% pour 10 ans, 12% pour 5 ans.

Mais pas à n'importe quelles conditions : **le bien-être au travail est un objectif pour 49% des 18-28 ans, une réalité pour 45% d'entre eux**. 69% des jeunes souhaitent pouvoir définir l'équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle selon leurs propres termes, et **52% se disent favorables à une réduction du temps de travail et à l'établissement d'une semaine de quatre jours**.

À l'heure actuelle, les jeunes sont surtout préoccupés par la situation économique et les conséquences qu'elles peuvent avoir sur leur carrière : ils sont **59% à craindre pour leur avenir professionnel** (31% « très inquiet », 28% « un peu »), **39% à avoir peur du chômage et 14% à y voir une honte**. À long terme, **63% des 18-28 nourrissent de sérieux doutes quant au fait de bénéficier d'une retraite**.

## **Des difficultés à se redonner un horizon collectif, mais des pistes pour réapprendre à faire société**

Conséquence attendue de leurs difficultés matérielles et de leur sentiment d'isolement, les jeunes ont du mal à se projeter dans les cadres traditionnels de la vie collective. **1 jeune sur 4 estime qu'il n'a aucun moyen de se faire entendre** (un résultat à tempérer néanmoins : le vote reste le mode privilégié d'expression collective, pour 24% des répondants).

**37% ne se sentent représentés par personne**. Ils sont seulement 3% à évoquer le Président de la République et les députés comme vecteurs de représentations, les élus locaux faisant un peu mieux (10%). Le personnel politique est largement distancé par le monde associatif (25%) et les activistes (10%).

Il en ressort une tentation du repli sur la sphère privée : **44% évoquent leur « communauté » comme la meilleure échelle pour faire société, loin devant l'échelon national (20%), l'Europe (15%) ou la ville (12%)**.

La désaffiliation de la génération Z apparaît donc comme une réalité, mais ne vaut pas désengagement. Les jeunes se disent en effet prêts à s'engager contre les inégalités économiques (35%) ou encore pour la cause environnementale (31%).

Pour réparer le tissu social, ils identifient trois leviers d'action principaux, face auxquels ils attendent la puissance publique au tournant : **l'éducation, l'environnement et les inégalités sociales.**

## Éduquer, le préalable indispensable pour refaire société

*« La priorité ? L'éducation, car l'éducation c'est toujours la base de la société. Augmenter les budgets liés à l'école pour avoir des classes moins surchargées ainsi que plus de professeurs et de personnels enseignants (surveillants, psychologues scolaires, etc). »*

Femme, 24 ans, Cannes

Les jeunes n'ont manifestement pas perdu foi dans l'ascenseur social : **ils sont 64% à y croire** (27% « oui », 37% « un peu »). **Les trois quarts confèrent une importance notable aux diplômes** (« très importants » pour 28%, « un peu » pour 46%).

Les jeunes sont néanmoins sévères avec le système éducatif dans sa forme actuelle : **ils ne sont que 17% à le juger en phase avec les enjeux de l'époque** (27% le perçoivent même comme « complètement dépassé »), et seulement **19% se sentent suffisamment préparés à leur entrée sur le marché du travail.**

Pour repenser le système éducatif en profondeur, les jeunes en appellent prioritairement à **l'investissement dans les infrastructures, à l'augmentation du nombre d'enseignants, à la transformation dans les méthodes d'apprentissage et à la sensibilisation aux questions de genre.**

*« Mon passage par le système éducatif ? Chaotique puisque malgré les bonnes notes, voire très bonnes notes, j'ai fait une dépression lors du passage du bac (que j'ai tout de même obtenu) et lorsque j'ai rejoint l'université ensuite, je n'ai pas pu résister à cause de la fatigue, de l'angoisse, de l'anxiété. »*

Femme, 24 ans, Paris

## Environnement : la « génération climat » n'est pas un mythe

Les jeunes se sentent dans leur majorité impuissants face à la question climatique (52%). **Ils sont 66% à partager le sentiment de devoir réparer les choix politiques des générations précédentes.** 48% perçoivent le réchauffement climatique comme « une urgence absolue », et 33% y voient la priorité numéro 1.

Malgré ce constat amer, l'environnement figure parmi les tous premiers vecteurs d'engagement pour la jeunesse (31%). Le paradoxe n'est qu'apparent. En effet, les jeunes sont prêts à prendre des mesures à l'échelle individuelle comme à l'échelle collective. **Ils sont ainsi 81% à se restreindre régulièrement par conscience environnementale.**

23% privilégient l'occasion sur le neuf, 18% seraient prêts à voyager par train de nuit, 17% renonceraient à la voiture ou seraient disposés à recourir au covoiturage, 16% envisagent de devenir végétarien, 16% pourraient renoncer à l'avion, et 10% pensent ne pas avoir d'enfant ou recourir à l'adoption.

Les priorités identifiées par la jeunesse pour lutter contre le réchauffement climatique sont **la mobilité, l'éducation, l'économie, les vêtements et l'alimentation.**

*« Renforcer grandement l'éducation au développement durable dans les écoles, faire en sorte que les enseignants soient mieux sensibilisés à cette thématique, faciliter la transversalité pour que toutes les disciplines soient en lien et ainsi les enfants développeraient leur pensée critique et pourraient vraiment comprendre pourquoi il est important de réagir face au dérèglement climatique. »*

Homme, 21 ans, Dijon

Autre indicateur, peut-être plus ambigu : le rôle attendu de la puissance publique face à la question climatique. **37% des jeunes ne seraient pas opposés à une politique autoritaire en la matière** (et 44% appellent de leurs vœux « une politique un peu plus stricte »). Seuls 13% se disent hostiles à une écologie perçue comme punitive.

Les jeunes sont donc prêts à faire des sacrifices, à condition que l'État (17%) et les entreprises (19%) fassent leur part, ce qui se traduit par de fortes attentes vis-à-vis de la puissance publique. Les solutions les plus efficaces envisagées sont les suivantes : l'investissement dans le renouvelable et le réemploi (48%), la réduction de la consommation par le biais de la rénovation énergétique (40%) et la taxation des énergies fossiles pour privilégier les énergies vertes (12%).

---

## Méthodologie

Les questions ont été posées à travers Jam, le chatbot Messenger discutant avec 700 000 jeunes en France. Les jeunes interrogés pouvaient répondre avec le chatbot directement soit en choisissant un des items proposés soit en réponse libre pour les questions ouvertes.

Etude réalisée du 15 février au 29 mars auprès de 15 695 répondants âgés de 18 à 28 ans (50% de garçons - 50% de filles), selon la méthode des quotas de l'INSEE.

---

## En partenariat avec



WAVESTONE



La Plateforme